

B Politique La Presse

Montréal,
mercredi
13 septembre
2000

ÉDITORIAL / FORUM / MONDE

Raymond Chrétien à Paris dans «un esprit de coopération et de partenariat avec le Québec»

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale, PARIS

Tel que prévu, le nouvel ambassadeur du Canada en France, Raymond Chrétien, a profité hier d'une brève rencontre avec les journalistes pour affirmer, non pas tellement un changement de politique vis-à-vis de la délégation du Québec, mais en tout cas un changement de ton et de style.

Éludant les questions sur le sempiternel « triangle » Paris-Québec-Ottawa, M. Chrétien, qui venait tout juste de présenter ses lettres de créance au président Chirac, s'est présenté comme « un ambassadeur d'inclusion » : « Je ne suis pas venu à Paris en homme politique, pour soulever des questions de politique intérieure, mais pour représenter l'ensemble du Canada. »

Sur quoi il s'est empressé de féliciter la délégation, « qui marche très bien », allant même jusqu'à affirmer que, dans l'état actuel des choses, « la relation (entre l'ambassade et la délégation) est déjà excellente ».

Dans un exercice éminentement diplomatique, le nouvel homme de confiance (et neveu) du premier ministre Chrétien a contourné les questions délicates sur le sujet, donnant à entendre qu'il n'existait aucun contentieux politique en cours dans la relation triangulaire... pas plus qu'il n'y en avait eu avec le Québec à Washington sous son mandat, ou précédemment au Mexique, où il a également été ambassadeur.

« À Washington, a-t-il dit en sautant quelques épisodes, le contexte était totalement différent puisque aucune province n'a jamais souhaité y avoir une représentation permanente. Et nos relations avec le gouvernement Bouchard, notamment sur de gros dossiers commerciaux, ont été excellentes. Et lorsque j'ai été ambassadeur au Mexique, où il y avait une délégation dynamique et efficace, j'ai toujours eu de très bons rapports. »

En somme, si la différence entre Paris et Washington tient au fait que dans la capitale française, il existe une importante délégation... tout comme il en existe quelques autres dans le monde, à Londres ou Mexico. Des délégations à vocation essentiellement commerciale, avec qui, à Paris ou ailleurs, il manifeste « un esprit de coopération et de partenariat ».

Aux journalistes (québécois) qui tentaient de l'entraîner sur des terrains plus polémiques (allait-il répondre à des déclarations publiques sur la souveraineté ? ou au contraire les ignorer ? et le plan B ?), il a tranquillement opposé une vision conciliatrice très générale : « (Une offensive contre le Québec) n'est absolument pas l'esprit avec lequel j'arrive ici... Nous avons très bien travaillé ensemble à Washington, et j'ai l'intention de continuer dans la même voie ».

À la question de *La Presse*, à savoir s'il reconnaissait — comme M. Mulroney à l'époque — « les relations directes et privilégiées entre le Québec et la France », il s'est empressé de répondre par une formulation neutre : « J'accepte à Paris la situation telle qu'elle existe. » Incluant ces « relations directes et privilégiées ? » Sur quoi il a répété mot pour mot : « J'accepte la situation telle qu'elle existe. »

Les transfuges conservateurs: tout s'est joué en août, au lac des Piles

Denis Coderre a fait l'entremetteur entre Chrétien et les députés Price et Saint-Jacques

VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

Les deux nouveaux transfuges du Parti conservateur, Diane Saint-Jacques et David Price, ont décidé de se joindre aux libéraux après avoir rencontré Jean Chrétien cet été dans le cadre bucolique de sa résidence du lac des Piles.

Convaincus de ne plus avoir d'avenir politique au sein du Parti conservateur, M^{me} Saint-Jacques (Shefford) et M. Price (Compton-Stanstead) ont confirmé hier matin en compagnie d'un Jean Chrétien triomphant qu'ils passaient de l'autre côté de la Chambre des communes.

Pour le chef conservateur, Joe Clark, la nouvelle est tombée moins de douze heures après son élection dans Kings-Hants (N.-É.) et moins d'une semaine avant son retour aux Communes.

Jean Chrétien et ses deux recrues se sont toutefois défendus de vouloir tirer le tapis sous les pieds de Joe Clark ou, plus crûment, de vouloir le poignarder, une expression rejetée avec force par le premier ministre. Les deux dissidents affirment avoir attendu après l'élection complémentaire de lundi pour ne pas nuire davantage à M. Clark. Ils soutiennent aussi avoir été en réflexion jusqu'à tout récemment, une version que semblent contredire les propos de M. Chrétien.

« Ils ont décidé de se joindre à notre parti il y a quelques semaines et ils auraient pu le faire au milieu de la campagne des complémentaires, mais j'ai dit non, ce n'est pas la façon de faire », a expliqué le premier ministre qui a coupé plusieurs fois la parole à ses deux nouveaux députés pour donner ses propres réponses.



Convaincus de ne plus avoir d'avenir politique au sein du Parti conservateur, Diane Saint-Jacques (Shefford) et David Price (Compton-Stanstead) ont confirmé hier matin, en compagnie d'un Jean Chrétien triomphant, qu'ils passaient de l'autre côté de la Chambre des communes.

Ceux-ci ont tout de même eu le temps d'expliquer qu'ils joignaient le Parti libéral pour ne pas diviser le vote fédéraliste dans leur comté au profit du Bloc québécois.

Les explications de M. Chrétien et de ses deux nouveaux députés n'ont pas convaincu Joe Clark, qui a dénoncé cette « décision » opportuniste et les manoeuvres des libéraux.

Comme *La Presse* l'écrivait le mois dernier, la décision de David Price a été prise il y a trois semaines et celle de M^{me} Saint-Jacques un peu avant, mais les deux collègues s'étaient entendus pour attendre l'élection complémentaire par

respect envers leur chef de l'époque.

Tout s'est joué en août à la résidence de campagne de M. Chrétien sur le bord du lac des Piles, en Mauricie, avec la complicité du secrétaire d'État aux sports amateur, Denis Coderre, qui a fait l'entremetteur dans cette histoire.

Diane Saint-Jacques, qui affirmait être toujours en réflexion il y a encore deux semaines, a été reçue par Jean Chrétien au lac des Piles avec M. Coderre au début août. David Price a pour sa part rencontré le premier ministre au lac des Piles pendant deux heures, lui aussi accompagné de Denis Coderre, vers

le 21 août, soit deux jours après une importante rencontre du Parti conservateur à Longueuil. Le député de Compton-Stanstead avait raté cette réunion, préférant participer à deux tournois de golf dans son comté.

Le ministre politique du Québec, Alfonso Gagliano, a fini hier soir de préparer le terrain pour l'arrivée de M. Price au sein du bureau de l'association libérale de Compton-Stanstead, qui s'opposait cet été à la venue du transfuge.

Joe Clark, dont le caucus ne compte plus que 15 membres, a donc perdu six députés depuis qu'il est redevenu chef, en 1998.

Day veut la semaine de quatre jours à Ottawa

Le succès de l'Alliance en Ontario dépend largement de sa performance au Québec, estime son chef

VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

Le succès de l'Alliance canadienne en Ontario dépend largement de sa performance au Québec, estime le nouveau chef de l'opposition officielle, Stockwell Day.

« Quand les Ontariens voient les sondages au Québec, ils sentent qu'il est possible d'avoir la paix constitutionnelle avec l'Alliance canadienne, cela nous aide en Ontario », a indiqué M. Day hier lors d'une brève entrevue téléphonique avec *La Presse* au lendemain de sa victoire dans Okanagan-Coquihalla (C.-B.).

« Nous sommes à plus de 10 % au Québec pour la première fois de notre histoire, reprend le nouveau chef de l'opposition officielle. Nous serons en mesure de mettre sur pied des organisations et de présenter des candidats dans tous les comtés. Au Québec, le message de respect envers les champs de compétence des provinces nous aide beaucoup. Et quand je suis à Montréal ou dans la ville de Québec, des gens viennent me dire qu'ils aiment beaucoup notre programme de taux unique d'impôt. »

Facilement élu lundi soir, le chef de l'Alliance canadienne s'en vient à Ottawa avec l'intention de déposséder certaines pratiques politiques.

À en juger par son arrivée spectaculaire sur une motomarine, hier matin à un point de presse dans son comté d'adoption, il semble que même la couverture médiatique va changer avec l'arrivée du nouveau « kid on the block », comme il se décrit lui-même.

Les pieds nus sur la plage, vêtu d'une combinaison de plongée moulante, Stockwell Day a proposé deux premiers changements au ré-



Stockwell Day a fait une arrivée spectaculaire sur une motomarine hier matin à un point de presse dans son comté d'adoption.

gime parlementaire : ne plus siéger les vendredis et fixer à l'avance la date des prochaines élections.

« Si je suis élu premier ministre, dit-il, je dirai aux Canadiens dès le lendemain quand auront lieu les prochaines élections dans quatre ans. En ce moment, on voit Jean Chrétien jouer au yoyo avec les Canadiens et faire des farces avec ça en disant qu'un matin il se lèvera et décidera de déclencher les élections. »

Puis, voulant mettre un terme à la « comédie » des séances du Parlement du vendredi, il demandera à Jean Chrétien de réduire la durée de la semaine parlementaire à quatre jours.

Quant au passage chez les libéraux de deux députés conservateurs, M. Day estime que cela démontre davantage la faiblesse du Parti conservateur au Québec que la force du Parti libéral.

Pour le moment, l'Alliance canadienne recueille plus du double des intentions du PC au Québec (10 % contre 4 %), mais les candidats vedettes se font toujours désirer. Outre les deux anciens députés bloquistes Nic Leblanc et Richard Bélisle, qui sont passés à l'Alliance il y a deux semaines, aucun gros nom politique ne s'est annoncé pour le moment, mais Stockwell Day affirme que de nombreux candidats se pressent aux portillons de son parti.

André Bachand accuse ses collègues d'électorisme

HUGUETTE YOUNG
Presse Canadienne, OTTAWA

Le seul député conservateur du Québec, André Bachand, regrette de perdre ses « alliés » en Chambre, Diane Saint-Jacques et David Price.

À la suite des défections de ses collègues au camp libéral, il sera le seul député conservateur du Québec aux Communes. Un récent sondage SOM donnait à peine 4 % des voix aux conservateurs au Québec.

« C'est une période qui est difficile, c'est sûr, a-t-il convenu. Mais au lieu de dire que c'est difficile, je rentre chez moi où je change de parti, je préfère dire on relève nos manches et on continue de travailler fort. »

Pour M. Bachand, la décision de ses collègues est avant tout une « décision électoraliste. »

« Ça n'a aucune base philosophique, idéologique, a déclaré le député de Richmond-Arthabaska depuis Wolfville, en Nouvelle-Écosse, où se déroulait la réunion du caucus conservateur. Ils veulent être députés. Ce n'est pas mal en soi d'être député... mais ils veulent avoir le meilleur véhicule pour être réélu. »

M. Price et M^{me} Saint-Jacques ont justifié leur décision en indiquant qu'ils voulaient éviter de diviser le vote fédéraliste.

« Le contexte politique a complètement changé, a justifié hier M. Price sur les ondes de News-world. Nous n'avons pas beaucoup d'appuis au Québec. Nos appuis ont chuté à presque rien... J'étais inquiet que ma circonscription et les autres autour passent au Bloc québécois », a-t-il admis.

Courtoisée à la fois par les libéraux et les bloquistes, M^{me} Saint-Jacques est convaincue que « dans son for intérieur », elle a pris la bonne décision dans l'intérêt de ses électeurs.



L'AIDE AUDITIVE
Des milliers de malentendants ont retrouvé leurs activités grâce à l'aide auditive. Elle est si petite et se glisse confortablement dans l'oreille.

*Le modèle illustré n'est pas couvert par la RAMQ

Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE selon les règles de la Régie d'assurance-maladie du Québec.*

Laflamme & Associés (514) 849-4500
Audioprothésistes
1 800 422-6181

MONTREAL 525, rue Sherbrooke Est #1	LONGUEUIL 99, place Charles-Lemoyne, bureau 102	BELOEIL 365, boul. Laurier, bureau 101
ST-JEAN (450) 349-1260 900, boul. du Séminaire, bureau 140	LAVAL (450) 629-9887 1435, boul. St-Martin Ouest, bureau 300	GRANBY (450) 378-7337 320, boul. Leclerc Ouest, bureau 8

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

MARCEL DESJARDINS
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT
YVES BELLEFLEUR
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ALAIN DUBUC
EDITORIALISTE EN CHEF

Maintenant, au travail!

Les premiers ministres canadiens ont signé lundi une entente sur la santé qui permettra de débloquer les milliards fédéraux dont les provinces avaient cruellement besoin pour contenir la crise qui secoue la plupart des réseaux. Ottawa et les provinces ont ainsi réussi à mettre fin au climat de guerre larvée qui compromettait tout progrès sur le front de la santé. Mais ce succès politique ne constitue qu'une bien petite étape dans le long et laborieux chemin que les provinces devront emprunter pour guérir les maux de notre système de santé.

Les analystes ont eu tendance à expliquer l'entente de lundi, qui semblait devenue presque impossible après des semaines d'un psychodrame politico-médiatique, par le jeu des rapports de forces politiques entre protagonistes du jeu de négociations. Il est certain que la souplesse peu coutumière du premier ministre Chrétien, la modération de Lucien Bouchard, qui a retrouvé ses réflexes de négociateur, ou la fermeté d'un Mike Harris, qui a fait jouer à sa province le rôle qui doit être le sien, ont aidé.

Mais fondamentalement, les facteurs qui ont mené à cette entente sont d'un autre ordre. Dans l'échelle des priorités des citoyens, tant au Québec qu'au Canada, la santé vient en tête, loin devant la politique et à plus forte raison les chicanes constitutionnelles. Les premiers ministres étaient ainsi astreints à une obligation de résultat. Les Canadiens et les Québécois n'auraient tout simplement pas pardonné à leurs dirigeants de faire échouer une entente qui permet un déblocage en santé.

D'autant plus qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. L'entente procurera 24,3 milliards de plus en santé sur cinq ans, un réajustement qui corrigera l'effet des compressions budgétaires fédérales et qui permettra à l'argent de nos impôts d'aller là où il est nécessaire.

Mais l'argent, en lui-même, ne réglera pas grand chose si on ne sait pas où et comment le dépenser. Il sera difficile de mettre fin aux pénuries et aux attentes si on ne procède pas à des réformes en profondeur pour éliminer les obstacles structurels dont souffrent les réseaux : poids des corporatismes, mauvaise allocation des ressources, bureaucratisation excessive, indifférence face aux patients et absence chronique de souplesse. Les travaux de la commission Clair, qui se penche de façon pragmatique sur les maux du système de santé québécois, sont, à cet égard, plus prometteurs que n'importe quelle conférence fédérale-provinciale.

Si ces problèmes se retrouvent dans tous les systèmes de santé occidentaux, ils se manifestent au Canada avec une acuité particulière qui s'explique largement par des spécificités du régime canadien.

Le fédéralisme est carrément dysfonctionnel dans le cas de la santé, notamment dans le partage des ressources, pour lequel l'entente de lundi offre plus une acalmie qu'une solution durable, mais aussi avec le flou des juridictions, l'affrontement des visions du fédéralisme, et l'hyperpolitisation des questions liées à la santé. Des problèmes qui ne se régleront qu'avec un virage radical, par exemple un transfert clair et net de points d'impôts qui mettrait fin aux pulsions d'intrusion du gouvernement fédéral. Mais n'oublions pas les obstacles culturels, notamment les valeurs canadiennes. Ce sont des valeurs que le Québec partage, à un tel point que la ministre québécoise de la Santé, Pauline Marois, manifeste la même aversion que son homologue fédéral, Allan Rock, pour le concept des « deux vitesses », un crédo idéologique unique dans le monde industrialisé, dont les diverses manifestations constituent un évident facteur de paralysie.

Voilà pourquoi il est trop tôt pour parler de victoire, ou de se servir de l'entente de lundi pour conclure trop vite au bon fonctionnement du fédéralisme. Les premiers ministres ont, au mieux, évité une crise qui, de part et d'autre, n'aurait jamais dû avoir lieu.



•DROITS RÉSERVÉS

Serge.Chapleau@lapresse.ca

Un remède de cheval

L'Équateur a aboli sa monnaie nationale — le sucre — pour adopter officiellement le dollar américain. Ce pays suit donc l'exemple de l'Argentine qui a eu recours à ce remède de cheval pour réformer ses finances, avec des résultats très intéressants.

Au Québec, le premier ministre Lucien Bouchard préconise l'utilisation éventuelle du dollar américain dans toute l'Amérique du Nord pour faciliter les échanges économiques. L'exemple argentin semble, cependant, indiquer que les avantages de la dollarisation ne seraient pas nécessairement très grands pour un pays comme le Canada qui a atteint un niveau de développement économique et technologique semblable à celui des États-Unis et dont les institutions sont aussi crédibles que les institutions américaines.

Depuis cinq ans, le peso argentin est immuablement égal au dollar américain et une convertibilité totale existe entre les deux monnaies en Argentine. Le grand test du nouveau système est venu fin 1998, quand la crise asiatique a entraîné la dévaluation du real brésilien. Un moment, tout le monde pensait que l'Argentine serait obligée de suivre, parce que les produits brésiliens étaient devenus beaucoup plus concurrentiels que les produits argentins.

Mais le gouvernement du président Carlos Menem a tenu bon et le pays sort maintenant d'une récession sévère. Cependant, la crédibilité du nouveau système financier argentin en sort intact, alors qu'il avait longtemps la réputation d'être un des plus chaotiques au monde. Par ailleurs, l'écart entre les prix argentins et brésiliens est en train de s'effriter.

Un des effets les plus probants de la dollarisation argentine est le fait qu'au cours des cinq dernières années, les prix agricoles (maïs, blé, tournesol et soya) ont baissé

d'environ 50 % alors que la production a augmenté de 50 %. C'est un résultat tout à fait inattendu, parce qu'une baisse des prix entraîne généralement une baisse de production. On ne peut expliquer ce résultat que par la grande stabilité monétaire qui tend à diminuer toute une série de coûts de production comme le financement et la main-d'oeuvre. L'élimination de toute distorsion entre prix intérieurs et prix mondiaux permet également aux agriculteurs de mieux planifier leur exploitation.

On comprend pourquoi l'Équateur veut suivre cet exemple si l'abolition du sucre, une monnaie totalement discréditée, et l'adoption de signes monétaires à l'effigie de George Washington et d'Abraham Lincoln en venait à permettre de stabiliser les prix et d'augmenter les exportations. Mais la dollarisation ne peut être un succès que si le gouvernement fait preuve de volonté et de probité. Après l'effroyable dictature militaire, les Argentins se sont découverts de nouvelles vertus civiques et, lorsqu'ils ont adopté la dollarisation, ils ont accordé autant d'importance à sa réussite qu'à celle de la démocratie. C'est ce qui leur a permis de tenir bon après la dévaluation brésilienne.

Il est moins certain que les dirigeants et les citoyens de l'Équateur aient la même détermination de mener à bien la dollarisation. Les pauvres craignent notamment que le gouvernement se trouve vite à court de fonds et ne puisse pas leur venir en aide. Dans un pays où l'inflation et la fraude ont permis aux nantis de se dérober à la discipline financière, la dollarisation doit être accompagnée d'une redistribution des richesses pour que les pauvres n'en subissent pas tous les coûts.

Ces deux exemples montrent que la dollarisation est une réaction au marasme financier qui ne ressemble en rien à la situation actuelle du Canada. Loin d'être un geste unilatéral et désespéré, la dollarisation du Canada serait le résultat d'une convergence monétaire entre le Canada et les États-Unis, et rien ne nous permet de croire que la volonté politique de créer ce nouveau lien existerait des deux côtés de la frontière.



Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca



Frédéric Wagnière
fwagnier@lapresse.ca

TÉMOIGNAGE

edito@lapresse.ca

La guerre des Lévesque n'a pas eu lieu

CÉLINE ARSENAULT

L'auteure a longtemps été la compagne de Raymond Lévesque.

La guerre des Lévesque n'a pas eu lieu, mais il y a eu des balles perdues et un champ d'honneur sac-cagé. Pas de morts. Dans l'hebdomadaire ICI, un article diffamatoire signé Robert Lévesque affirme, et sans fournir la moindre preuve, que Raymond Lévesque n'est pas l'auteur de la chanson *Quand les hommes vivront d'amour*.

Quarante-quatre ans après le dépôt à la SACEM (Société de droits d'auteurs) de la célèbre chanson, il a fallu que l'auteur réponde dans les plus brefs délais aux questions du journaliste Stéphane Baillargeon du *Devoir*.

Si l'hebdo ICI n'a pas fait les gros titres, le journal *Le Devoir* (6 septembre) avec son titre racoleur, « La guerre des Lévesque », fit, lui, sensation. Les propos farfelus de Robert Lévesque étaient passés presque inaperçus dans la revue ICI. RDI s'empara de la nouvelle.

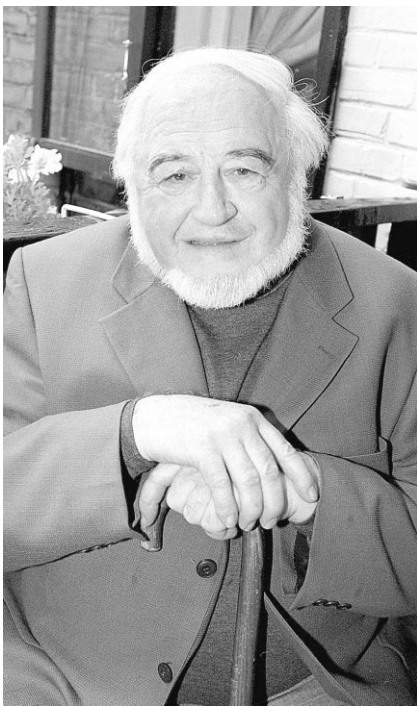


Céline Arsenault

La rumeur était amplifiée. Lue et entendue. Pourquoi la guerre des Lévesque? Je n'ai vu qu'un tireur fou. Son homonyme était assis, tranquille, dans sa cuisine, à Longueuil, quand arrivèrent les balles. Par télécopie, l'homme sourd n'avait fait que réaffirmer la paternité de l'oeuvre.

Conscients qu'une bombe pernicieuse venait de nous éclater au visage, nous décidâmes d'étaler au grand jour toutes les preuves de paternité de *Quand les hommes vivront d'amour*. Le journal *Le Devoir* ne voulait pas s'éterniser sur le sujet. Pour eux, la guerre des Lévesque était terminée.

Tout semblait fini quand arriva le pavé de l'ours: Nathalie Pétrowski avec ses griffes. Sous prétexte de défendre le « vieux poète, sourd, pauvre, seul, abandonné de tous, livré à lui-même, n'intéressant plus personne », Pétrowski en rajouta. Quand les hommes vivent de chicanes, titrait *La Presse*. « C'est une affaire pathétique », commenta-t-elle. Sa première phrase sonne très juste. Mais le reste du paragraphe ne correspond pas à la réalité. « Elle met en scène deux souverainistes visiblement en manque d'attention et qui, pour y remédier, ont entrepris de se chicaner et de se déchirer sur la place publique ».



Raymond Lévesque

Je vous rappelle, madame Pétrowski, que le vieux poète que vous voulez ménager se reposait dans sa cuisine. Tranquille et plein d'espoir. La chicane sur la place publique a été mise en scène par des journalistes. Pour des effets de

style. Raymond n'avait nullement besoin d'attirer l'attention et de faire la manchette. Il s'est tout simplement plié aux demandes d'un journaliste du *Devoir* qui avait relevé les ragots d'un hebdo.

Dans quelle sorte de société vivons-nous pour pouvoir reproduire n'importe quel délire pouvant porter atteinte à la réputation d'un auteur! Va-t-on maintenant dire que telle chanson de Jean-Pierre Ferland a peut-être été écrite par une maîtresse, que Félix n'était pas assez heureux pour *Le Petit Bonheur* et qu'on a des doutes sur une des chansons de Vigneault? N'importe quoi donné en pâture au public et aux journalistes en mal de sensations. Cela porte un nom: jaunisme. C'est ce que je reproche au *Devoir*. En reproduisant des calomnies que peu de gens avaient lues, il est tombé dans le jaunisme. Il n'y avait pas de « controverse ». C'est eux qui l'ont créée. Et surtout, ce refus par le journal de produire les preuves de paternité de l'oeuvre, ce qui aurait fait taire l'accusateur qui, lui, n'avait qu'un fantôme de preuve.

Avec vous, je ne dois pas être ingrate, madame Pétrowski, malgré certains mots grinçants qui m'ont fait frémir. Vous avez eu le mérite de vous porter, la première, à la défense — avec votre plume alerte —

du patriarche. Mais vous y allez un peu fort, madame Pétrowski, quand vous dites que les positions du chansonnier sont d'extrême droite ou qu'il ne lui reste rien. C'était pour annoncer la chute du texte, qui est très belle. « Il ne lui reste qu'une chanson. Une magnifique chanson. La moindre des choses serait de la lui laisser ». Bien sûr. Mais il ne faut pas pour autant réduire l'homme à une chanson, fût-elle célèbre. L'humaniste populaire qui a été de tous les combats de gauche a toujours entretenu l'espoir. Il continue de croire, d'écrire, de se battre pour les bonnes causes. Ce vieux grincheux, qu'on a jamais abandonné, ce radoteur à ses heures, ce libre penseur, ce sourd tonitruant, ce poète aux positions parfois gênantes et extrêmes (sans que pour cela on puisse l'associer à un gars d'extrême droite) garde toujours cette flamme en lui. Et c'est ce que je souhaite à tous ceux qui auront la chance de vieillir. Pour finir, si cela intéresse quelqu'un, j'ai à ma disposition le manuscrit original de *Quand les hommes vivront d'amour*, créé à Paris, en 1956.

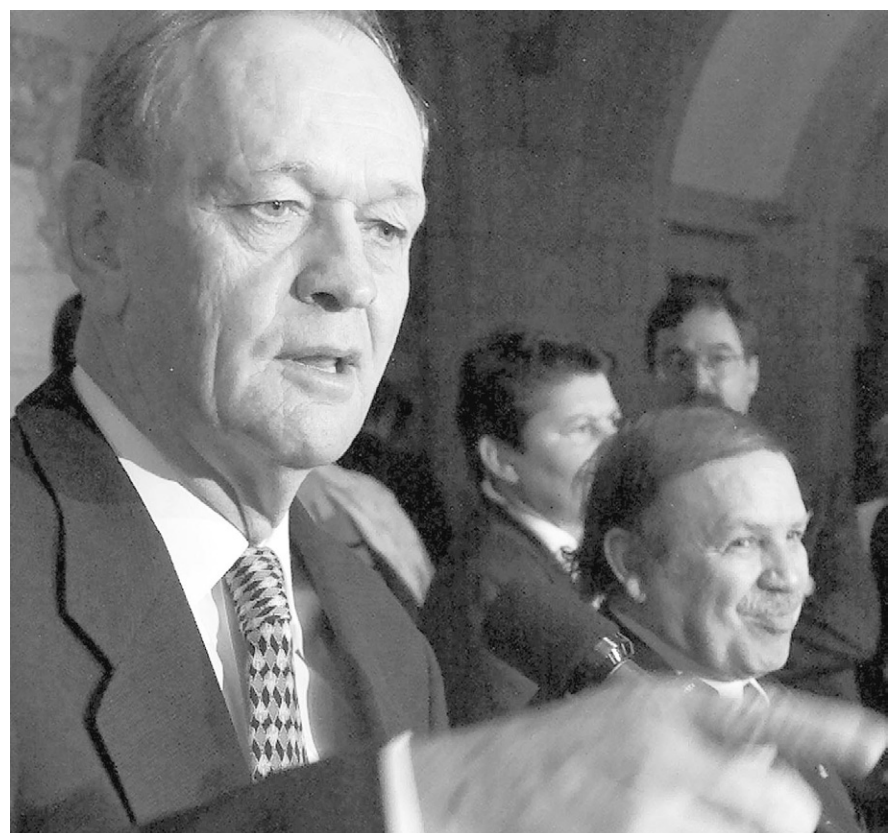
Histoire d'alimenter les ragots, j'ai entendu dire que ce n'était pas Raymond qui avait écrit *Bozo les Culottes*, puisqu'il n'a pas été empiésonné durant la crise d'Octobre...

Cherchez la femme!

Forum

Le duel Chrétien-Day

Alors qu'approchent à grands pas les prochaines élections fédérales, l'arrivée de Stockwell Day bouscule le statu quo politique canadien. Mais jusqu'où?



Le premier ministre Jean Chrétien.

Les libéraux restent en avance

ANDRÉ BLAIS

L'auteur enseigne au département de science politique de l'Université de Montréal.

Au surlendemain d'élections partielles qui ont permis à deux chefs de partis, Stockwell Day et Joe Clark, d'être élus à la Chambre des Communes, il peut être opportun de s'interroger sur la popularité relative des différents partis en ce début d'automne et sur ce que cela laisse entrevoir comme scénarios pour la prochaine élection fédérale.

Étant donné la forte régionalisation du vote au Canada, il est nécessaire d'examiner la situation



André Blais

spécifique qui prévaut dans les différentes régions. Cet exercice peut être périlleux puisque les échantillons régionaux des sondages pan-canadiens sont souvent fort limités. Pour obvier en partie à cette difficulté, j'ai regroupé dans le tableau ci-dessous les données régionales des trois plus récents sondages pan-canadiens publiés dans les médias, celui de la firme Ekos effectué entre le 24 juillet et le 6 août, et les deux sondages réalisés au mois d'août par la firme Angus Reid. En combinant les trois sondages, on obtient environ 1400 répondants indiquant une intention de vote (et une marge d'erreur de 3 %) en Ontario, environ 1000 au Québec (avec la même marge d'erreur), et de 300 à 500 dans les autres régions (marges d'erreur entre 4 et 6 %).

Commençons par les données pour l'ensemble du pays. Les données confirment que l'Alliance a réussi à s'imposer comme le principal parti d'opposition, aux dépens du Parti conservateur. L'Alliance a gagné 4 points de pourcentage par rapport à ce que le Parti réformiste avait obtenu lors de l'élection générale de 1997. Mais il est aussi frappant de constater que l'avance des libéraux sur l'Alliance est tout aussi grande qu'en 1997. Les conservateurs, pour leur part, ont perdu presque la moitié de leurs appuis, tandis que la popularité du Bloc québécois et du NPD demeure à peu près stable.

Mais les chiffres pan-canadiens cachent des tendances régionales fort diversifiées. Dans les provinces de l'Atlantique, les libéraux s'étaient fait damer le pion par les conservateurs en 1997. Si l'on se fie aux sondages, les libéraux ont maintenant deux fois plus d'appuis que les conservateurs. Le NPD, qui pour la première fois de son histoire avait fait une percée importante dans cette région, est aussi en perte de vitesse. L'Alliance, finalement, n'a pas vraiment progressé. Dans les provinces de l'Atlantique, le parti gouvernemental peut espérer remporter une dizaine de sièges supplémentaires.

La situation est fort différente au Québec. La course (en terme de votes) demeure très serrée entre les libéraux et les bloquistes, tandis que les

conservateurs ont perdu les trois-quarts des appuis obtenus en 1997. Les bloquistes, dont le vote est mieux réparti sur l'ensemble de la province, paraissent assurés de conserver la majorité des sièges. Les libéraux, comme les bloquistes, peuvent espérer gagner 2 ou 3 sièges supplémentaires. Quant à l'Alliance, il sera intéressant de voir si elle peut récolter 10 % du vote des Québécois.

C'est en Ontario que le Parti libéral jouit de sa plus forte popularité. Il a obtenu 50 % du vote et fait élire son candidat dans 101 des 103 circonscriptions en 1997. Les sondages montrent que cette popularité s'est même accrue depuis 1997. L'Alliance n'a toujours pas réussi une percée en Ontario. Il faudra que le vent tourne, et brusquement, pour que les libéraux perdent des sièges au cours de la prochaine élection. La forteresse libérale n'est toujours pas ébranlée.

Les Prairies sont la seule région où les libéraux apparaissent en déclin. Plusieurs agriculteurs de l'Ouest semblent juger sévèrement les actions (ou inactions) du gouvernement libéral face aux difficultés qu'ils ont rencontrées récemment. Ce mécontentement semble profiter surtout à l'Alliance. Dans cette région, le parti de Stockwell Day peut espérer faire des gains. Malheureusement pour le parti, c'est la plus petite région. Il n'y a là que quelques sièges additionnels à gagner.

L'Alberta demeure le bastion de l'Alliance. Le Parti réformiste avait obtenu 55 % des votes en 1997 — davantage que les libéraux en Ontario — et 24 des 26 sièges. Mais les libéraux semblent avoir réussi à maintenir leurs appuis. Il y a proportionnellement plus de libéraux en Alberta que de réformistes en Ontario. Le parti de Jean Chrétien peut espérer conserver ses deux sièges dans cette province.

Reste la Colombie-Britannique. Le Parti réformiste avait réussi à remporter les trois-quarts des sièges avec 43 % du vote. L'avance de l'Alliance sur les libéraux s'est fortement rétrécie. Les libéraux semblent profiter de l'impopularité du gouvernement néo-démocrate dans cette province et peuvent espérer gagner 5 ou 6 sièges additionnels dans les milieux urbains.

Ce qui ressort de cette analyse c'est que la conjoncture actuelle demeure favorable aux libéraux. Certes l'Alliance a fait des progrès intéressants mais, malheureusement pour ce parti, ses gains les plus importants ont été, non pas en Ontario, qui demeure la province la plus convoitée par le parti, mais au Québec, où ses chances de gagner des sièges sont très minces. Si les intentions de vote ne changent pas, les libéraux remporteront facilement l'élection.

Mais on sait que la popularité des partis peut changer considérablement au cours d'une campagne électorale. On sait aussi que plus sou-

vent qu'autrement le parti qui est en avance au début d'une campagne perd du terrain pendant la campagne. Les libéraux peuvent se rappeler qu'ils ont perdu 4 ou 5 points au cours de la campagne électorale de 1997. Tout n'est donc pas joué. Mais le scénario le plus probable demeure que les libéraux obtiendront entre 40 et 45 % du vote et que cela sera suffisant pour former un autre gouvernement majoritaire.

Le Canada doit s'offrir un débat d'idées

MARC PERRON

L'auteur est avocat.

Les électeurs de la plupart des pays industrialisés ont le loisir et le privilège démocratique de débattre, à chacune des élections de leurs représentants, de mesures politiques plus ou moins de droite ou de gauche qui orienteront leur vie politique au cours des années suivantes.

Dans ces pays, tant la gauche que la droite, les conservateurs que les travaillistes, les démocrates que les républicains offrent aux électeurs des débats contradictoires desquels germent des idées discutées tant chez les intellectuels que dans les salons familiaux.

Or, le Canada et le Québec sont totalement dépourvus de ce type d'enjeu. À l'approche de la prochaine élection fédérale et compte tenu de l'appui que semble donner une bonne partie de l'élite ontarienne à Jean Chrétien, nous devons exprimer nos inquiétudes en tant que simple citoyen.

Occupés que nous sommes avec la précarité de nos emplois, avec nos enfants et les problèmes du quotidien, nous comptons, avec raison, sur nos représentants politiques pour provoquer et susciter ces débats d'idées. Qui donc chez nous proposera ou osera proposer des changements à l'ordre politique actuel qui, tant au fédéral qu'au Québec, se contente de gérer un système d'acquis et propose de perpétuer le « modèle » canadien ou québécois.

Pour une grande partie de la population, ce « modèle » a entraîné des situations aberrantes. Des impôts, directs et indirects, qui privent le contribuable de près de 75 % de ses revenus gagnés par son travail. Des écoles en situation de crise matérielle, des listes d'attente inacceptables dans le domaine de la santé, des infrastructures désuètes et indignes de nos contributions fiscales et de notre fierté.

Serions-nous donc moins « fiers » que les Français qui permettent la gestion privée de certains hôpitaux et dont les écoles sont beaucoup mieux équipées que les nôtres, que les Britanniques qui ont mis sur pied un système d'évaluation du rendement des gestionnaires et enseignants du réseau scolaire, que les Américains qui laissent aux citoyens la liberté de gérer leurs

Halte à l'Alliance !

PIERRE FORTIN

L'auteur est avocat à Québec.

La complaisance de la presse politique, saluant avec pompe l'entrée en scène de l'Alliance canadienne, surtout au Québec, est navrante. Après vingt ans de néolibéralisme « blanc bonnet-bonnet blanc », les commentateurs du paysage politique canadien ont perdu le sens des contrastes.

Pourtant, le monde contient encore assez d'horreurs nous permettant de se parer le progrès de la décadence. L'Occident a évolué par la tolérance, l'ouverture d'esprit, le pluralisme culturel, la non-violence et la lutte à la pauvreté, entre autres. Des constantes historiques issues du message de paix, d'amour et d'humanisme du Nouveau Testament ; des conquêtes qui n'ont rien à voir avec le fondamentalisme biblique de Stockwell Day, ou de Georges W. Bush, aux États-Unis.

Ne soyons pas dupes ! Demandons aux « alliancistes » de nous citer un seul progrès humain, un seul avancement vers les idéaux de bonheur collectif de l'humanité qui ait été initié et réalisé avec la pensée de droite... C'est impossible. Et seul le dérèglement de l'esprit et l'ivresse du pouvoir permettent de croire qu'il puisse en être autrement dans l'avenir !

Parmi les sujets montrant l'indignité de Stockwell Day à diriger le Canada, parlons du droit criminel. Une des constantes de l'histoire universelle est l'humanisation du droit criminel dans le sens de la réhabilitation du criminel et la compréhension des origines du crime. La peine de mort recule partout. Et cette évolution porte ses fruits : la criminalité est à son plus bas au Canada depuis vingt ans, particulièrement chez les jeunes. En plus de vouloir trai-

propres choix en matière d'éducation ou de santé et qui offrent un réseau d'infrastructures modernes, neuves et efficaces.

Heureusement, se pointe à l'horizon politique une alternative. Les propositions de Stockwell Day peuvent être contestées mais elles représentent assurément les idées et les choix de nombreux électeurs. Si au Québec, le PLQ éprouve de la difficulté à se démarquer du PQ et à proposer des projets radicalement différents, M. Day offre, au niveau fédéral, un débat véritable. Sa personnalité et son approche lui donnent une crédibilité que M. Preston Manning n'avait pas et que M. Joe Clark n'a pas non plus. Quant au Bloc québécois, il ne représente que stagnation et stérilité dans un paysage politique où les Québécois attendent modernisme et dynamisme.

Pour vivifier l'intérêt politique des Québécois et pour susciter un débat sur de nouvelles orientations, l'Alliance doit présenter des candidats dans tous les comtés au Québec. Dans leur propre intérêt et afin de participer à ce débat dans la mesure de leurs possibilités, les citoyens qui partagent les idées politiques de M. Day doivent s'impliquer activement, y compris se présenter comme candidats de l'Alliance. Les changements ne sont ni garantis, ni immédiats, mais nous devons introduire ici le débat que s'offrent tous les pays démocratiques modernes.



Élu lundi dans la circonscription d'Okanagan-Coquihalla, en Colombie-Britannique, Stockwell Day pourra faire son entrée à la Chambre des communes.

ter des enfants comme des adultes, Stockwell Day souhaite rétablir la peine de mort, cette barbarie qui, loin de protéger les citoyens, rend les sociétés plus violentes. C'est d'ailleurs dans les États américains où existe la peine de mort qu'il y a le plus de meurtres ! Même en Israël, où l'Ancien Testament tient lieu de base sociale et politique, la peine de mort a été abolie... en 1954.

La pensée de droite, c'est la facilité, la pente douce de la bêtise, l'abdication de l'intelligence : oui, les pauvres sont des paresseux ; oui, les homosexuels sont des pervers menaçant la famille ; oui, les criminels sont des possédés du malin ; oui, les immigrants volent des jobs ; oui à la libre et secrète possession des armes à feu ; oui, il faut forcer des femmes à avoir des enfants ; oui, il faut bien traiter les riches pour combattre le chômage ; oui à la modernisation des chars d'assaut plutôt que des hôpitaux ; etc.

Bref, la peur, l'ignorance, la rigidité morale, l'imagerie virile, la croyance imbécile que « c'était bien mieux avant », la concentration de la richesse sous couvert de renouveau économique, le tout servi dans le bon sirop des réductions d'impôts !

Stockwell Day cherche à nous rassurer : il dit qu'il n'imposera pas ses convictions personnelles à ses ministres... Quelle absurdité ! Tout citoyen choisit un dirigeant qui lui ressemble, en qui il a confiance pour le suivre, non pour le retenir.

Le silence journalistique commande une réflexion collective urgente et l'intervention de nos bâtisseurs, nos témoins du passé, qui savent ce qu'il en a coûté d'édifier une société de paix et de tolérance, toujours fragile, mais résolument orientée vers l'Humain.

La force relative des partis			
	Nombre de sièges (juin 1997)	% des votes (juin 1997)	% des intentions de vote (août 2000)
CANADA			
Parti libéral	155	39	45
Alliance (réformistes)	60	19	23
Parti conservateur	20	19	10
NPD	21	11	10
Bloc québécois	44	11	10
Autres	1	2	2
ATLANTIQUE			
Parti libéral	11	33	49
Alliance (réformistes)	0	9	10
Parti conservateur	13	34	25
NPD	8	24	16
Autres	0	1	0
QUÉBEC			
Parti libéral	26	37	41
Alliance (réformistes)	0	0	7
Parti conservateur	5	22	5
NPD	0	2	5
Bloc québécois	44	38	40
Autres	0	1	1
ONTARIO			
Parti libéral	101	50	56
Alliance (réformistes)	0	19	20
Parti conservateur	1	19	12
NPD	0	11	9
Autres	1	2	1
PRAIRIES			
Parti libéral du Canada	7	30	26
Alliance (réformistes)	11	30	36
Parti conservateur	1	13	10
NPD	9	27	25
Autres	0	1	2
ALBERTA			
Parti libéral du Canada	2	24	28
Alliance (réformistes)	24	55	54
Parti conservateur	0	14	9
NPD	0	6	7
Autres	0	1	3
COLOMBIE-BRITANNIQUE			
Parti libéral du Canada	6	29	37
Alliance (réformistes)	25	43	41
Parti conservateur	0	6	5
NPD	3	18	14
Autres	0	4	4

Infographie La Presse

Politique

Burnt Church: 14 pêcheurs autochtones arrêtés

Bob Rae accepte de servir de médiateur dans le conflit du homard



PHOTO PC

Bob Rae

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

Des agents du ministère des Pêches et Océans ont arrêté hier 14 pêcheurs autochtones, qui faisaient la pêche au homard dans les eaux au large de la réserve de Burnt Church, au Nouveau-Brunswick. Presque au même moment, l'ancien premier ministre de l'Ontario, Bob Rae, annonçait dans la capitale fédérale qu'il acceptait de servir de médiateur dans ce conflit qui oppose Ottawa aux pêcheurs autochtones.

« Les événements d'aujourd'hui, a tout de suite commenté M. Rae, rendent ma tâche beaucoup plus difficile. Ils démontrent la profon-

deur des divergences qui séparent les deux parties. »

Les agents de Pêches et Océans ont de plus saisi quatre embarcations. Le chef de la réserve de Burnt Church, Wilbur Dedam, selon un porte-parole de la réserve, serait au nombre des personnes arrêtées.

M. Rae a souhaité hier que ces incidents n'affectent pas le processus de médiation qu'il entend entamer. « Les événements d'aujourd'hui, qui m'ont pris par surprise, a-t-il dit, indiquent clairement la nécessité de la médiation. Lorsque le chef est arrêté, cela ne peut faire autrement que d'avoir des conséquences sur les discussions. Ce serait un peu naïf pour moi de m'en-

foncer dans mon fauteuil et de dire qu'il faut continuer les pourparlers comme si de rien n'était. »

Pêches et Océans a l'intention de poursuivre en justice quelques-uns des pêcheurs arrêtés. Selon le ministère, ils pêchaient illégalement.

Selon des dépêches en provenance du Nouveau-Brunswick, une des embarcations a été renversée lors du raid fédéral, projetant quatre personnes dans les eaux de la baie de Miramichi, théâtre de cette dispute qui fait rage depuis plus d'un mois.

Ottawa soutient que la pêche au homard, telle que pratiquée par les pêcheurs de Burnt Church, viole la loi fédérale et menace la survie du homard. Les pêcheurs, en revanche, affirment qu'ils ont le droit de pê-

cher le homard en tout temps en vertu d'un traité qui leur confère le droit de gagner leur vie grâce à la pêche. La Cour suprême avait statué dans l'arrêt Marshall que le traité en question était valable, mais qu'il était sujet à certaines réglementations fédérales.

Bob Rae, dont le nom avait été suggéré à Ottawa par les dirigeants de Burnt Church, a déjà fait une première visite dimanche dans cette petite localité du Nouveau-Brunswick où il s'est entretenu avec les chefs de bande. M. Rae a tenu à souligner hier qu'il n'était qu'un négociateur, et non un arbitre, et que si une solution était trouvée au conflit, elle ne pourrait être autre chose que le fruit d'un consensus entre les parties.

Nouvelle société pour les régions

Presse Canadienne
QUÉBEC

Après les conseils régionaux de développement (CRD), les conseils locaux de développement (CLD), les centres locaux d'emploi (CLE), les intervenants régionaux pourront compter sur la Société de diversification économique (SDER) pour veiller sur l'administration de leur économie et la mise en chantier de projets d'entreprises.

C'est le ministre des Régions, Jean-Pierre Jolivet, qui a annoncé, hier, la création de cette nouvelle société qui n'est pas, selon lui, une nouvelle structure et à qui il a confié pour les cinq prochaines années un budget de 50 millions.

Des comités consultatifs locaux, où on retrouvera des gens des CRD, des CLD, de la Fédération des municipalités du Québec (FQM) ou des MRC et de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), seront appelés à soumettre à la SDER des projets « innovateurs et structurants ».

Le président de ce nouvel organisme, Janvier Cliche, qui est aussi président du CRD de l'Estrie, a expliqué que la SDER financera des projets permettant d'améliorer « l'environnement immédiat des entreprises ».

« Ces projets devront générer un effet levier et être axés sur des activités innovantes et structurantes pour l'économie des régions », a-t-il soutenu sans plus de précisions sur la nature même des études et des projets.

Les 50 millions dégagés seront répartis entre les régions du Bas Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de l'Estrie, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec, de Chaudière-Appalaches, de Lanaudière, des Laurentides, de la Montérégie et du Centre-du-Québec.

Poutine au Canada

Associated Press
OTTAWA

Le président russe, Vladimir Poutine, projette de se rendre à Ottawa pour une visite d'État la semaine du 11 décembre, ont annoncé hier des représentants canadiens et russes.

Cette annonce a été faite par le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, qui a quitté le Canada hier, après une rencontre de trois jours avec son homologue canadien, Lloyd Axworthy.

Les deux hommes ont notamment évoqué la future visite du président Poutine, leurs inquiétudes quant à la mise en place du système de bouclier antimissile américain ainsi que l'extension des relations commerciales entre la Russie et le Canada.

Accord sur la santé: Lucien Bouchard «n'avait pas le choix», soutient Charest

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Le premier ministre Lucien Bouchard devait mettre en veilleuse son calendrier constitutionnel pour accepter l'argent d'Ottawa pour la santé, estime le chef libéral Jean Charest.

« M. Bouchard n'avait pas le choix, la population du Québec n'aurait pas toléré qu'il passe par-dessus les intérêts du Québec », a déclaré M. Charest. « Cela aurait voulu dire que la santé était secondaire. Tout le monde a dû mettre de l'eau dans son vin, M. Bouchard inclus », a-t-il ajouté, commentant en conférence de presse hier l'entente survenue lundi à Ottawa.

L'alliance de l'Ontario et du Québec était naturelle et l'issue de la réunion montre que le « fédéralisme de collaboration » fonctionne, observe-t-il. « L'entente montre aussi le rôle que peuvent jouer les provinces, en particulier le Québec et l'Ontario, sans lesquelles un accord n'aurait pas été crédible. »

Toutefois, selon M. Charest, cette conférence aura montré que « le Québec a cédé son leadership à l'Ontario ».

M. Charest dit avoir conversé avec l'Ontarien Mike Harris juste avant le début de la conférence, lundi. M. Harris voulait vérifier les positions prises par le PLQ dans le dossier du financement de la santé. Les libéraux approuvaient que Québec exige que les fonds nouveaux aiguillés par Ottawa pour la santé ne soient pas assortis de conditions. En outre on appuyait l'idée d'un retour au niveau de 1994-1995 au chapitre des transferts. L'entente prévoit qu'en cinq ans, les transferts pour les programmes sociaux augmenteront de 21 milliards, un milliard de plus par année pour Québec d'ici 2006.

Bienvenue, l'entente fédérale-provinciale reste insuffisante pour M. Charest qui aurait souhaité y retrouver un engagement clair des gouvernements à revoir le mécanisme du financement de la santé. Selon le PLQ, une formule où Ottawa céderait des points d'impôts aux provinces pour faire face à leurs obligations simplifierait les choses.

Un tel mécanisme, évoqué par les provinces à Winnipeg en août, aurait assuré par exemple que dans les cinq prochaines années, les transferts pour la santé auraient augmenté de 5 % par année environ, le niveau d'indexation réclamé par Mike Harris à la conférence.

M. Charest a érudé la question quand on lui a demandé si Lucien Bouchard « avait bien négocié » lundi. L'alliance avec l'Ontario montre que le Québec a tout à gagner de travailler avec ses partenaires, a souligné le chef libéral.

Avec cette injection de fonds fédéraux, Québec devrait immédiate-



PHOTO PC

Selon Jean Charest, la conférence d'Ottawa aura montré que « le Québec a cédé son leadership à l'Ontario ».

ment faire cinq gestes, réclame l'opposition libérale.

D'abord, la ministre Pauline Marois devrait tout de suite revoir à la hausse les bases budgétaires des hôpitaux. Ensuite, Québec devrait décréter un moratoire sur les mesurés prévues par sa loi antidéficit qui vise les centres hospitaliers.

La ministre Marois devrait aussi

donner le feu vert à l'augmentation de 25 étudiants en médecine par année, une recommandation d'un comité ad hoc en décembre dernier.

Québec devrait aussi hausser son financement per capita des dépenses de santé (le gouvernement Bouchard est celui au Canada qui dépense le moins en santé par citoyen). Québec explique toutefois que cette situation s'explique par

les plus faibles honoraires des professionnels de la santé au Québec.

Finalement, réclame Yvon Marcoux, critique du PLQ en matière de santé, M^{me} Marois devrait dès l'ouverture de la session parlementaire, le 17 octobre, déposer un « plan d'action » très large pour se sortir de la « gestion par crise » pratiquée par le gouvernement jusqu'ici.

Day presse Chrétien de cesser de jouer au yoyo avec les élections

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

Des élections fédérales à l'automne ? Le premier ministre Jean Chrétien a badiné hier sur la question, affirmant aux journalistes, à la sortie de la réunion hebdomadaire de son cabinet, qu'il déclencherait des élections quand il sera certain de les gagner. « Et je suis certain de les gagner à l'automne ! » a-t-il lancé.

Il a cependant ajouté, visiblement avec un malin plaisir, qu'il était certain de les gagner aussi au printemps et aussi à l'automne de l'année prochaine.

L'opposition officielle, l'Alliance canadienne, ne trouve pas drôle du tout le petit jeu du premier ministre canadien. Stockwell Day, le chef de cette formation, fraîchement élu aux Communes, a prié le premier ministre, lors d'une conférence de presse hier, « de

cesser de jouer au yoyo avec les électeurs à propos des élections ».

Dans l'entourage du nouveau chef de l'opposition, on affirme que M. Chrétien se comporte exactement comme s'il avait l'intention de déclencher des élections dès cet automne. M. Day lui-même a souligné dans une entrevue avec *La Presse* que l'organisation de la conférence des premiers ministres provinciaux et fédéral lundi, la journée même des élections partielles dans Kings-Hants, où le chef conservateur Joe Clark a remporté la victoire, et dans son propre comté de Okanagan-Coquihalla, a été délibérément prévue par les libéraux pour détourner les réflecteurs médiatiques de sa victoire.

La nouvelle également de la défection des conservateurs Diane Saint-Jacques et David Price au profit du Parti libéral fédéral a été volontairement divulguée lundi soir aux mé-

dias pour encore une fois faire passer dans l'ombre dans les journaux du matin le succès de M. Day en Colombie-Britannique. M. Day prétend qu'il s'agit là d'un sabotage délibéré du premier ministre Chrétien, savamment concocté comme étant une des composantes de sa stratégie électorale.

« Ça nous écoeure ! » résume crûment à *La Presse* un collaborateur de Stockwell Day.

De plus, l'annonce d'un accord lundi, en fin de journée, entre Ottawa et les provinces d'une injection supplémentaire de quelque 23,4 milliards de dollars dans le système de santé canadien au cours des cinq prochaines années a littéralement volé les manchettes aux conservateurs et aux alliancistes.

« Il a peur », a affirmé Stockwell Day hier en parlant de M. Chrétien, « parce qu'il voit que l'appui à l'Alliance canadienne est de plus en plus grand. Et aussi il continue d'avoir des problèmes avec ses députés dont

beaucoup veulent qu'il quitte la scène politique. »

Les libéraux de Jean Chrétien, estiment les observateurs, ont avantage à déclencher le plus tôt possible des élections. Leur menu législatif est à sec. Ils ont réglé le colossal dossier de la santé et ils pourraient faire campagne sur le prochain budget fédéral (2001-2002) et la baisse massive des impôts. Ils profiteraient également du peu de préparation de l'Alliance canadienne qui a encore besoin de temps pour mettre au point sa machine électorale, en particulier au Québec où le recrutement des candidats est fort peu avancé.

En revanche, les libéraux eux-mêmes au Québec ne sont pas fins prêts pour se lancer dans la bataille électorale. Selon des sources, ils ont certaines difficultés à recruter des candidats dans plusieurs comtés contrôlés par le Bloc québécois de Gilles Duclap. Cela pourrait expliquer les tergiversations du premier ministre Jean Chrétien.

Jeunes assistés sociaux: fin du «parcours obligatoire»

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Élément déclencheur de la controverse autour de la réforme de l'aide sociale mise en place il y a trois ans, les «parcours obligatoires» prévus par le gouvernement Bouchard seront abandonnés.

Même si la loi 186 prévoit que le gouvernement pouvait à compter

de septembre 2000 donner un nouveau tour de vis aux bénéficiaires de 18 à 24 ans pour les inciter à retourner sur le marché du travail, Québec a décidé de surseoir à cette disposition.

Cette intention de Québec — mise de l'avant alors que Louise Harel était responsable du dossier — avait mis le feu aux poudres entre le gouvernement et les grou-

pes sociaux. Québec avait finalement réduit aux seuls jeunes de 18 à 24 ans l'obligation d'accepter un «parcours» pour accroître leur employabilité. De plus, il y a près de trois ans, on avait décidé de repousser ce passage difficile à septembre 2000. Cette échéance est atteinte, mais Québec n'appliquera pas cette mesure.

L'amélioration de l'économie a

favorisé le retour au travail des bénéficiaires de l'aide sociale, particulièrement les jeunes. Entre septembre 1999 et septembre 2000, le nombre de ménages sur l'aide sociale — de chèques émis — est passé de 629 000 à 590 000, une baisse de 6,3 %. Mais quand on ne tient compte que des bénéficiaires de 18 à 24 ans, on voit que la diminution est plus importante: de

29 000 il y a un an, les jeunes aptes au travail étaient passés à 26 300 en septembre, une baisse de près de 10 %.

En trois ans, le nombre de bénéficiaires «aptes» au travail a diminué de 29 %. Chez les jeunes bénéficiaires de moins de 25 ans, on constate une diminution de 36 % entre septembre 1996 et septembre 2000.

McLellan veut injecter plus d'argent dans l'aide juridique

Presse Canadienne

La ministre fédérale de la Justice, Anne McLellan, dit vouloir injecter davantage d'argent dans le système d'aide juridique.

«Les pressions se multiplient et c'est un volet important du principe d'accès à la justice», a dit la ministre, hier, en entrevue, de retour d'une rencontre de deux jours avec ses homologues provinciaux, à Iqaluit.

«De plus en plus de Canadiens nous disent qu'ils n'ont pas accès au système de justice. Voilà un problème et c'est un problème auquel tous les ministres de la Justice devraient s'attaquer», selon elle.

Mme McLellan a précisé qu'elle allait demander à ses collègues du cabinet que soit débloqué un budget additionnel pour l'aide juridique dans les dossiers criminels, pour que le système fonctionne au cours des deux prochaines années. Cette aide financière permet aux personnes peu fortunées qui font l'objet d'accusations criminelles d'avoir accès à un avocat.

La ministre a aussi indiqué qu'elle se préoccupait de l'aide juridique pour les dossiers au civil, dans les causes relatives notamment à l'immigration ou à l'aide sociale.

Les ministres provinciaux de la Justice se sont entendus pour colliger toute l'information requise afin que Mme McLellan soit armée pour réclamer du cabinet une contribution financière plus importante à l'aide juridique.

«Je sais que lorsque je vais demander de nouvelles sommes d'argent au ministre des Finances ou à la présidente du Conseil du Trésor, ils vont dire: «Montrez-nous les chiffres, montrez-nous où se situe le problème», a dit la ministre.

L'Association du Barreau canadien a dit récemment qu'elle allait rendre publiques des «histoires d'horreur» faisant la preuve que certains citoyens ne peuvent avoir accès à un avocat. L'organisme souhaite qu'Ottawa se montre plus généreux en matière d'aide juridique.

Ottawa a réduit son aide aux provinces relativement au programme d'aide juridique dans les causes criminelles, auquel il ne consacre plus que 80 millions par année.

Chaîne TFO: un sénateur s'adresse à la Cour suprême

Presse Canadienne
OTTAWA

Le sénateur Jean-Robert Gauthier s'adressera à la Cour suprême du Canada pour tenter d'obliger les câblodistributeurs québécois à offrir la chaîne TFO à leurs abonnés.

La Cour d'appel fédérale a refusé, la semaine dernière, d'entendre la cause soumise par le sénateur Gauthier, ce qui l'a incité à faire appel au plus haut tribunal du pays.

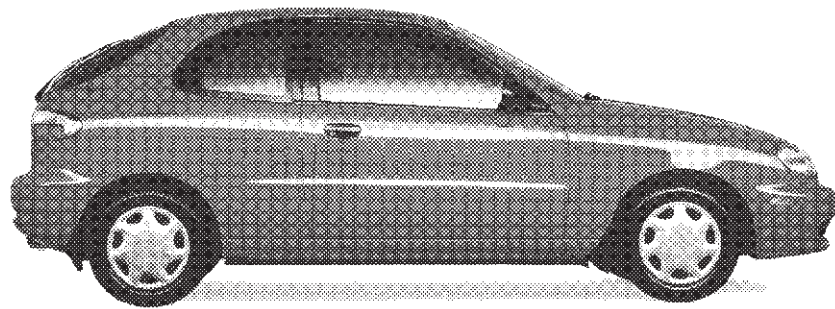
Le sénateur mène une croisade contre une décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), rendue en mars dernier, qui refusait une requête du télédiffuseur public TVOntario de diffuser sa chaîne française TFO au Québec.

«C'est une erreur grave du CRTC, qui n'a pas compris son rôle, comme organisme fédéral, de faire la promotion des groupes minoritaires au Canada, affirme Jean-Robert Gauthier. C'est comme dire aux Canadiens français: vous ne pouvez pas vous parler entre vous par l'intermédiaire des moyens modernes comme la télévision. J'espère que la Cour suprême va comprendre que c'est une cause importante pour le Canada.»

Tout le monde peut se payer un char à 500 \$ par mois.

Mais c'est pas tout le monde qui veut retourner vivre chez ses parents.

Lanos S 3 portes 2000 à partir de **12 750 \$**



Taux d'intérêt spécial **0%***

0

*Financement à l'achat jusqu'à 48 mois



DAEWOO

Le monde est de plus en plus futé
www.daewooauto.ca

*Offres disponibles au détail sur les nouvelles Lanos S 3 portes 2000 et berline 2000. PDSF de 12 750\$/13 550\$. Frais de transport et de préparation, immatriculation et taxes applicables en sus. Exemple de financement: 17 000\$ à un taux de 0% équivalent à des mensualités de 354,17\$ pour 48 mois. Coût du prêt de 0,00\$ pour une obligation totale de 17 000\$. Exemple de financement: 17 000\$ à un taux de 2,9% équivalent à des mensualités de 304,77\$ pour 60 mois. Coût du prêt de 1 282,60\$ pour une obligation totale de 18 282,60\$. Le concessionnaire peut vendre/louer à prix moindre. Offres sujettes à l'approbation du crédit et disponibles seulement par l'entremise des Services financiers Daewoo et des concessionnaires Daewoo participants jusqu'au 2 octobre 2000. Quantités limitées disponibles.

Vos concessionnaires Daewoo de la région de Montréal. Pour connaître l'emplacement du concessionnaire le plus près de chez vous, composez sans frais le 1 877 290-3500.

Daewoo Lajeunesse
8065, rue Lajeunesse
Montréal
(514) 273-7771

Daewoo Longueuil
400, boul. Roland-Therrien
Longueuil
(450) 928-3000

Daewoo Brossard
9200, boul. Taschereau
Brossard
(450) 659-9180

Daewoo Décarie
5470, rue Paré
(514) 341-8727

Daewoo Houle
12230, rue Sherbrooke Est
Montréal
(514) 640-5010

Daewoo de Laval
650, boul St-Martin Est
Laval
(450) 629-6262

Daewoo Châteauguay
21, boul. Industriel
Châteauguay
(450) 891-2424

Daewoo Léveillé
501, boul. Terrebonne
Terrebonne
(450) 471-4118

Daewoo St-Hyacinthe
5765, boul. Laurier
St-Hyacinthe
(450) 778-5765
(514) 327-5765

Partez la découverte du patrimoine immobilier montréalais!



Ne manquez pas ce cahier spécial samedi prochain dans



Est-il possible de garder les médecins en Abitibi?

PAUL ROY
ROUYN-NORANDA

« J'ai été deux ans sans avoir un médecin, pis quand ta garantie est finie, c'est inquiétant ! »

L'homme aux cheveux blancs qui s'est exprimé ainsi, hier soir, à Rouyn-Noranda, lors de l'une des deux premières consultations régionales sur le financement et l'organisation des services de santé et des services sociaux (l'autre consultation avait lieu à Dolbeau, au Saguenay—Lac-Saint-Jean), a mis le doigt sur le bobo : l'Abitibi manque de médecins.

« À Montréal, a dit un autre homme, ce sont des pédiatres qui vaccinent les enfants ; en région, ce sont des omnipraticiens ; ici, ce sont des infirmières... »

Michel Clair, président de la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux, qui a institué ces consultations publiques, avait prévenu que l'heure n'était plus au diagnostic, mais à la recherche de solutions. Parce que le diagnostic est archiconnu : pénurie d'effectifs, inaccessibilité des services de première ligne, listes d'attente, etc.

À Rouyn-Noranda, hier soir, on a donc cherché des solutions — l'animateur y a vu. Mais la soixantaine de participants a aussi continué à diagnostiquer. Et à ventiler ses frustrations.

Jolyne Lalonde, de la régie régionale d'Abitibi-Témiscamingue, l'avait d'ailleurs prévu. « Ici, à Rouyn, il y a des milliers de familles qui n'ont pas de médecin de famille. Des femmes qui veulent passer un pap test sont obligées de se rendre à l'urgence. Alors, plusieurs vont dire : « Au diable la prévention ! »

Et Denise Stuart, responsable des plaintes à la régie régionale, de renchérir : « Moi-même, j'ai un très bon médecin, mais ça me prend six mois pour la voir ! »

Les médecins sont une denrée si rare, en Abitibi, que certains se font « accrocher » dans des stationnements par des gens qui les implorent de les prendre comme patients.

Comment attirer des médecins en Abitibi ? Et comment les garder ? La question, ici, on se la pose depuis plus de 20 ans.

« La solution existe, il s'agit de régionaliser l'enveloppe de 2 milliards versée aux médecins, a affirmé un intervenant hier soir. Si on donne un budget à chacune des régions en fonction de sa population et de ses be-

soins, on l'a notre solution ! »

D'autres ont suggéré d'augmenter l'écart salarial entre les médecins qui pratiquent dans les grands centres et ceux qui pratiquent en région. « Mais on n'est pas obligé de toujours augmenter par le haut, on peut aussi diminuer par le bas », a suggéré quelqu'un.

Un autre a affirmé que la pénurie était créée de toute pièce par le Collège des médecins et le gouvernement. « Moi, a-t-il dit, j'ai fait une maîtrise en littérature. Et comme il n'y avait pas de job à Montréal, je suis venu à Rouyn. Et ce n'est pas parce que je suis mauvais en littérature ! »

D'autres ont suggéré de « taxer » les médecins formés ici et qui vont pratiquer aux États-Unis, là où c'est plus payant.

Parlant de taxes, la Commission Clair, qui s'intéresse à l'organisation mais également au financement des services de santé et sociaux, demande aux participants ce qu'ils penseraient d'une augmentation des impôts pour financer les dépenses accrues en santé.

« Excellente idée, a répondu un participant, augmentons les impôts des banques et des pétrolières ! » Sa proposition a semblé rallier une forte majorité...

L'Abitibi-Témiscamingue, avec ses 65 000 km² de superficie, est l'une des plus vastes régions du Québec. Elle compte 84 municipalités et 156 000 de population.

Il y manquerait 31 médecins omnipraticiens, pour que l'effectif total atteigne 164, et 47 spécialistes, pour atteindre les 129.

La commission Clair, dont le rapport est attendu vers la fin de l'année, a mis en place une panoplie de consultations : quatre forums d'experts, dont deux ont déjà eu lieu ; l'audition, le mois prochains, de « groupes d'intérêt nationaux » ; une consultation en direct via Internet (www.cessss.gouv.qc.ca) et des consultations régionales, comme celles d'hier à Rouyn et Dolbeau.

Des consultations régionales, il y en aura en tout plusieurs dizaines au cours des prochaines semaines, soit entre deux et six dans chacune des 18 régions du Québec. Ainsi, ce soir, on se réunit à La Sarre, en Abitibi-Témiscamingue, et à Roberval, au Saguenay-Lac-Saint-Jean. On y cherchera bien entendu des solutions, comme l'a demandé Michel Clair, mais parions qu'on y ventilerait aussi quelques frustrations.

RÊVEZ-VOUS
d'une
voiture
avec traction
intégrale
qui ferait le
bonheur
de toute la
famille
?



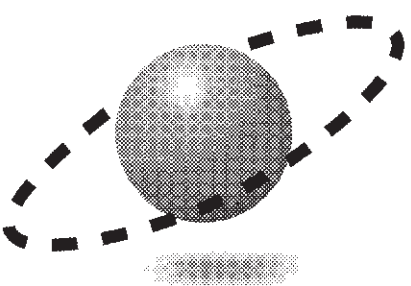
Jean-Luc Brassard
2 fois champion
du monde
en ski acrobatique

Votre concessionnaire
Subaru a la voiture
idéale pour vous...



2880067

Découvrez le monde sans vous mettre à découvert.



Avant de partir à l'étranger, visitez les offres des agences de voyages de votre quartier sur Publisac.ca, le carrefour électronique des économies pour gens branchés.

Faites clic. Sauvez du fric.



www.publisac.ca

2880065

PUBLICITÉ

Ce que tous les aînés devraient savoir au sujet des hypothèques inversées

Grâce au Programme Canadien de Revenu Résidentiel, les aînés âgés de 62 ans et plus peuvent tirer de leur patrimoine un montant en espèces de 15 000 \$ à 200 000 \$ comptant.

Le programme est aussi appelé hypothèque inversée parce que vous n'avez rien à rembourser tant que vous résidez dans votre maison. Le capital et les intérêts sont remboursés par vos héritiers, ou vous-même si vous décidez de vendre.

Vous n'avez pas à vendre votre maison pour avoir accès à l'argent dont vous avez besoin. Vous demeurez dans la maison que vous aimez et vous conservez toujours votre droit de propriété.

Vous pouvez déménager ou rembourser l'hypothèque quand vous le voulez. Votre participation au programme n'affectera pas votre supplément de revenu garanti.

Le programme vous donne accès à des fonds sous forme de rente viagère mensuelle, de montant en espèces ou une combinaison des deux.

Bon nombre d'aînés utilisent le programme pour améliorer leur style de vie : avoir de l'argent pour voyager, rénover leur maison ou acheter une voiture.

« Un grand merci d'avoir réglé nos affaires financières avec autant de courtoisie et de compétence. Nous sommes ravis de notre programme et beaucoup plus rassurés quant à l'avenir. »

G.B., Maple Ridge

Vous pouvez obtenir de l'information sur ce programme auprès de la Banque de Montréal du Groupe Financier Banque Royale, de la Banque Toronto-Dominion, de la Banque Scotia, de la Banque Nationale ou de la Banque HSBC Canada.

Pour savoir comment le Programme Canadien de Revenu Résidentiel peut améliorer votre vie, appelez sans frais le 1 888 749-9785 et commandez une trousse d'information gratuite et sans obligation.



Appelez sans frais au 1 888 749-9785 aujourd'hui.

2880468

Réalisez - votre rêve et vivez-le intégralement!

Forester L 2001



- Meilleurs résultats dans sa catégorie dans le « Guide de l'Auto 2000 », par Jacques Duval et Denis Duquet.
- Meilleurs résultats dans sa catégorie aux essais de collision (modèle 1 9 9 9) .
- L'« Insurance Institute for Highway Safety » a publiée les résultats du rigoureux test de collision frontale asymétrique, à 65 km/h (juillet 1 9 9 9) , où elle a reçu la cote A+.
- Traction intégrale
- Transmission manuelle
- Climatiseur
- Moteur 2,5 litres
- AM/FM stéréo cassette
- Freins ABS
- Et beaucoup plus...

339\$ /mois

Outback familiale 2001



La Subaru Outback a reçu la première position dans la catégorie meilleure familiale hybride dans le « Guide de l'Auto 2000 ». « World of Wheels » et « Le Monde de l'Auto » lui ont décerné le titre « Choix de l'Éditeur ». L'ayant préférée comme la meilleure familiale pour une deuxième année consécutive.

Automatique

- Traction intégrale
- Climatiseur
- Régulateur de vitesse
- Sièges avant chauffants
- Entrée sans clé
- Moteur 2,5 litres
- Freins ABS
- Et beaucoup plus...

399\$ /mois

* Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Forester L : versement initial de 2 995 \$ ou échange équivalent. Outback Wagon : versement initial de 3 295 \$ ou échange équivalent. Allocation de 20 000 km par année. 8¢ du km excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve d'approbation de crédit. Les modèles illustrés peuvent différer. Détails chez votre concessionnaire. L'offre se termine le 30 septembre 2000.



La voiture qui impressionne ceux que la voiture n'impressionne plus

- | | | |
|--|---|---|
| SUBARU AUTO CENTRE
Montréal (514) 937-4235 | SUBARU SAINT-HYACINTHE
(450) 773-5262 / (514) 332-0062 | SUBARU REPENTIGNY
(450) 585-9950 / (514) 891-9950 |
| SUBARU LONGUEUIL
(450) 677-6361 | LACHUTE SUBARU
Brownsburg (450) 562-0262 | SUBARU LAVIGNE
Ste-Anne-de-Belleve
(514) 457-5327 |
| CONCEPT AUTOMOBILES
Granby (450) 372-2007 | ADM AUTOMOBILES
Subaru de Laval (450) 668-6041 | SUBARU SAINTE-AGATHE
(819) 326-1600 / 1 800 463-1600 |
| JOLIETTE SUBARU
(450) 755-1055 | CARREFOUR SUBARU AUTO
Sainte-Rose (450) 625-1114 | CARON SUBARU
Valleyfield (450) 371-8511 |
| JOHN SCOTTI SUBARU
Saint-Léonard (514) 725-6777 | | SUBARU SAINT-JÉRÔME
(450) 476-6165 |

2880069

Les journaux imprimés auront toujours leur place

L'éditeur de La Presse n'en considère pas moins nécessaire de s'attirer les cyberlecteurs

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Les journaux imprimés auront toujours leur place, pour peu qu'ils sachent adapter leur contenu aux attentes de leurs lecteurs, estime Guy Crevier, président et éditeur de La Presse.

Il en veut pour preuve que la diminution des tirages depuis longtemps constatée au Québec comme au Canada, n'est pas inéluctable. Le tirage de La Presse, hier, était de 17 000 exemplaires plus élevé que celui du 12 septembre 1999, résultat d'un rajeunissement de la présentation du quotidien au cours des derniers mois.

« C'est la première fois depuis plusieurs années qu'on a une augmentation considérable du tirage, c'est le renversement d'une tendance », a-t-il observé devant un parterre de 400 étudiants en communications de l'Université Laval.

À compter du vendredi 15 septembre, la mise en page de La Presse sera modifiée encore plus en profondeur pour mettre en valeur de nouveaux champs d'intérêts, qui correspondent aux de groupes-cibles de lecteurs.

Le 11 octobre se fera le lancement d'un tout nouveau site Internet d'information par le groupe Gesca, dont fait partie La Presse, ainsi que La Tribune de Sherbrooke, La Voix de l'Est de Granby et Le Nouvelliste à Trois-Rivières.

« Ces quatre journaux peuvent compter sur plus de 300 journalistes au total, ce sera la plus grande salle d'information virtuelle au Québec », d'affirmer M. Crevier.

Les quotidiens sont en position de tête pour se tailler une place auprès des consommateurs d'information sur Internet, car ils peuvent constamment renouveler le contenu de leur site, un facteur déterminant pour « fidéliser » les cyberlecteurs.

Conséquence évidente, le métier de journaliste est appelé à changer profondément. Au New York Times, les jeunes reporters participent tous à la réalisation du site Web du journal en plus de préparer leurs textes pour l'imprimé. Dans quelques années, ils contribueront à la réalisation de vidéos — un développement prévisible à court terme sur le Web, dès que sera augmentée la vitesse de transmission des données.

« Les journaux ont des avantages énormes pour prendre le virage Internet. Aux États-Unis, les sites Internet doivent consacrer 23 % de leurs dépenses à leur promotion, uniquement pour faire connaître leur existence. Les journaux peuvent faire leur propre marketing sans ce fardeau important. »

Mais les quotidiens de l'avenir devront moins s'appuyer sur l'imprimé, et davantage se percevoir comme « des créateurs de contenu », estime le patron de La Presse.

L'acquisition de la plupart des journaux d'Hollinger par Canwest-Global, l'intérêt tangible de BCE pour la chaîne Thomson montrent que la valeur des journaux, de leur contenu, de leur créativité est très importante aux yeux des propriétaires des systèmes de diffusion.

M. Crevier n'a guère voulu commenter sur l'intérêt de Gesca pour les journaux québécois de Hollinger — le groupe Unimédia qui comprend notamment Le Soleil de Québec et Le Droit d'Ottawa. « On a encore un bon travail de négocia-

tion pour s'entendre sur la valeur (des journaux), mais les discussions progressent bien », a-t-il indiqué.

Avec l'apparition d'Internet, la multiplication des sources d'information, le débat sur la concentration des médias n'a pas la même résonance qu'il y a dix ans au Québec. Les médias écrits — quel que soit le groupe auquel ils appartiennent — seront toujours une tribune privilégiée pour les débats, ils continueront d'illustrer la variété des courants d'opinion de la société. « Le poids des pages éditoriales est pas mal petit maintenant, parce que les gens ne veulent pas se faire dire

quoi penser », résume-t-il.

Particularités québécoises

Les efforts pour pénétrer Internet au Québec sont probablement moins risqués que pour le reste du marché canadien, estime par ailleurs M. Crevier.

À cause de la barrière de la langue, le développement de portails Internet est potentiellement plus intéressant au Québec que dans le reste du pays. On peut prévoir qu'après quelques années, les principaux portails consultés au Canada anglais seront américains. Au Québec, où on est davantage en demande de contenu local, il en ira tout autrement, estime M. Crevier.

Actuellement 85 % du trafic Internet au Canada anglais va directement sur des sites américains, « ce qui veut dire que les gens qui dépendent actuellement des centaines de millions pour des stratégies visant à être des joueurs canadiens importants sur Internet, vont devoir se battre contre des Américains », observe-t-il.

L'écoute télévisuelle révèle une particularité des consommateurs québécois d'information et de divertissement, soit leur attachement à un contenu où ils se reconnaissent. Parmi les 50 émissions les plus écoutées au Québec, 43 sont produites ici. Une même lecture à

Toronto montrait que seulement deux des 50 émissions les plus populaires étaient des productions locales.

Pour M. Crevier, la crainte d'une domination de la culture américaine de plus en plus grande à mesure que progresse l'Internet n'est pas fondée. En Europe, la proportion d'émissions américaines dans les grilles horaires des diffuseurs était traditionnellement un tiers, elle vient de tomber en bas de 20 %, une première en 10 ans.

« Les gens ressentent le besoin de s'identifier à un produit culturel qui leur est propre », observe-t-il.

NOUS VOUS OFFRONS QUE DES AUBAINES !

Comprend : moniteur 15 po, imprimante couleur HP et Quickcam express !

Notre prix 1742,96
Rabais postaux -193,96
Rabais instantané -35,96
Prix après rabais

PRX DE L'ENSEMBLE :
1549 \$

COMPAQ ORDINATEUR PRESARIO 5BW137 437302

PLUS COMPAQ MONITEUR 15 po 437561

PLUS hp IMPRIMANTE COULEUR 612C 387310

Processeur INTEL CELERON 667 MHz | Mémoire vive 64 Mo | Disque dur 15,0 Go
 CD-RW | CD-ROM 40X | Modem téléc. 56 K

LOUEZ À PARTIR DE 61 \$/mois Sur approbation de crédit. Délai de 36 mois. Taxes en sus.

LOUEZ À PARTIR DE 65 \$/mois Sur approbation de crédit. Délai de 36 mois. Taxes en sus.

LOUEZ À PARTIR DE 90 \$/mois Sur approbation de crédit. Délai de 36 mois. Taxes en sus.

*Rabais postal Compaq 100 \$ + rabais HP 40 \$ US @ taux de change 45 % + rabais instantané 35,96

TOUS DERNIERS MODÈLES

COMPAQ ORDINATEUR PORTATIF 1200XL-204 PRESARIO 438403

1796 \$
ETAIT \$1896

COMPAQ ORDINATEUR PORTATIF 1200XL-223 PRESARIO 438406

2499 \$
ETAIT \$2599

BUREAU EN GROS
Articles de bureau • Bas prix d'entrepôt
www.bureauengros.com

MONTRÉAL • 770, rue Notre-Dame ouest • 1035, rue du Marché-Central HEURES D'OUVERTURE Lun. au vend. : 8 h à 21 h Sam. : 9 h à 17 h Dim. : 10 h à 17 h
 Livraison gratuite le lendemain : Tél. : 1-800-668-6888 Téléc. : 1-800-567-2260 **Brossard** : 6555, boul. Taschereau **Cavendish** : 5800, boul. Cavendish
Dorval : 3165, boul. des Sources **Lasalle** : 7097, boul. Newman **Greenfield Park** : 3344, boul. Taschereau **Laval** : 1600, boul. le Carbusier • 3055, boul. le Carrefour (Carrefour Laval)
Pointe-Claire : 365, boul. Brunswick (derrière Fairview) **Rosemère** : 315, Curé Labelle **St-Bruno** : 1465, boul. St-Bruno **St-Jean-Sur-Richelieu** : 1000, boul. du Séminaire
St-Laurent : 3660, boul. Côte-Vertu **St-Léonard** : 4625 ou 6800, rue Jean-Talon est **St-Hyacinthe** : 3700, boul. Martineau Ouest **St-Jérôme** : 1135, Jean-Baptiste Rolland Ouest
Longueuil : 2790, chemin Chambly **Ville Mont-Royal** : 4205, boul. Jean-Talon Ouest **Mascouche** : 145, montée Masson

ANGLAIS

COURS AXES SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue

COURS INTENSIFS à temps partiel et semi-intensifs
de jour, 25 h/semaine | matin, après-midi, soir, samedi
135 \$ à 145 \$/semaine | 1 à 7 fois/sem. • 195 \$/30 h*

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Mtl
(514) 278-5309 www.converlang.com

CAMELOTS, ADULTES AVEC VOITURE demandés, à temps partiel, pour la livraison de La Presse à domicile

- À commission

Dans les secteurs suivants:

- Chertsey
- Rawdon
- Saint-Calixte

Responsabilités

- Livraison de La Presse devant être effectuée avant 6 h 30 le matin, du lundi au vendredi, et avant 8 h, le week-end.
- Perception des abonnés.

Pour joindre l'entrepreneur de votre région,

Les Distributions Andr Bastien Inc.
composez le **(450) 439-2073**
Courriel : **abastien@lapresse.ca**

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

13 septembre 2000

Page B8 manquante